



Investir dans les populations rurales

Conseil d'administration
Cent quarante-cinquième session
Rome, 15-16 septembre 2025

Procès-verbal de la cent quarante-cinquième session du Conseil d'administration

Cote du document: EB/145

Date: 5 décembre 2025

Distribution: Publique

Original: Anglais

Questions techniques:

Claudia ten Have

Secrétaire du FIDA

Bureau de la Secrétaire

courriel: c.tenhave@ifad.org

Deirdre Mc Grenra

Cheffe du Service de la gouvernance et des relations
avec les États membres

Bureau de la Secrétaire

courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Table des matières

Point 1 de l'ordre du jour – Ouverture de la session	1
Point 2 de l'ordre du jour – Adoption de l'ordre du jour	1
Point 3 de l'ordre du jour – Points soumis à la procédure d'approbation en bloc [A/C]	1
Point 4 de l'ordre du jour – Débat stratégique avec le Président du FIDA – La transition numérique au FIDA, une ambition au service de la transformation rurale (2025-2030) [E]	2
Point 5 de l'ordre du jour – Questions institutionnelles	4
a) Stratégie 2025-2031 pour le climat, l'environnement et la biodiversité [E]	4
c) Aperçu général du programme de travail et des budgets ordinaire et d'investissement du FIDA axés sur les résultats pour 2026, perspectives budgétaires pour 2027-2028, et aperçu du budget-programme de travail axé sur les résultats pour 2026 et plan indicatif pour 2027-2028 du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA [E].....	5
d) Cadre stratégique du FIDA [A].....	7
Point 5 de l'ordre du jour – Questions institutionnelles	7
b) Stratégie d'investissement du FIDA concernant les opérations non souveraines [A] et	7
Point 8 de l'ordre du jour – Questions relatives à la gestion globale des risques.....	7
a) Exposé révisé de l'appétence pour le risque [A]	7
Point 6 de l'ordre du jour – Questions d'évaluation [E].....	9
a) Rapport annuel 2025 sur l'évaluation indépendante au FIDA (ARIE).....	9
b) Rapport 2025 sur l'efficacité du FIDA en matière de développement (RIDE).....	9
c) Rapport 2025 sur l'efficacité du FIDA concernant les thématiques transversales (RIME)	9
d) Rapport d'évaluation de l'impact dans le cadre de FIDA12	11
e) Évaluation thématique de l'appui du FIDA à la nutrition	12
Point 7 de l'ordre du jour – Questions de gouvernance [A].....	13
a) Établissement de la Consultation sur la Quatorzième reconstitution des ressources du FIDA	13
b) Élection des représentants du Conseil des gouverneurs au Comité des pensions du personnel du FIDA.....	13
Point 9 de l'ordre du jour – Questions diverses [A].....	14
a) Proposition tendant à déléguer au Président du FIDA l'autorité de négocier, d'approuver et de signer des accords ou des modalités de travail avec des organisations intergouvernementales, des institutions financières internationales, des organisations non gouvernementales et des organismes gouvernementaux s'occupant de développement agricole	14
Clôture de la session	14

Annexes

- I. Points approuvés en bloc à la cent quarante-cinquième session du Conseil d'administration
- II. Liste des documents soumis à la cent quarante-cinquième session du Conseil d'administration
- III. Délégations à la cent quarante-cinquième session du Conseil d'administration
- IV. Ordre du jour de la cent quarante-cinquième session du Conseil d'administration – 15-16 septembre 2025

Procès-verbal de la cent quarante-cinquième session du Conseil d'administration

Point 1 de l'ordre du jour – Ouverture de la session

1. La cent quarante-cinquième session du Conseil d'administration a été ouverte par le Président du FIDA et président du Conseil d'administration, Alvaro Lario.
2. Le procès-verbal suit l'ordre des points à l'ordre du jour. Lorsqu'il y a lieu, les principaux résultats des délibérations sont présentés dans des encadrés. La liste des documents soumis au Conseil d'administration figure à l'annexe II.
3. Le discours d'ouverture du président du Conseil d'administration est intégralement disponible en ligne sur la plateforme interactive réservée aux États membres, sous la cote [EB 2025/145/INF.2/Rev.1](#).

Point 2 de l'ordre du jour – Adoption de l'ordre du jour

Résultat des délibérations:

- En réponse à la demande d'un État membre, la proposition tendant à déléguer au Président du FIDA l'autorité de négocier, d'approuver et de signer des accords ou des modalités de travail avec des organisations intergouvernementales, des institutions financières internationales, des organisations non gouvernementales et des organismes gouvernementaux s'occupant de développement agricole, telle qu'elle figure dans le document [EB 2025/145/R.12](#), a été retirée des points soumis à la procédure d'approbation en bloc pour être inscrite dans les points pour examen en séance, à la rubrique « Questions diverses ».
- La version définitive, dûment révisée, de l'ordre du jour a été adoptée et est disponible sur la plateforme interactive réservée aux États membres, sous la cote [EB 2025/145/R.1/Rev.1](#).

Point 3 de l'ordre du jour – Points soumis à la procédure d'approbation en bloc [A/C]

Résultat des délibérations:

- Le Conseil d'administration a approuvé et confirmé les points sur lesquels il était invité à se prononcer dans le cadre de la procédure d'approbation en bloc (voir l'annexe I), tout en notant que les États-Unis d'Amérique ne pouvaient pas rejoindre le consensus sur les propositions ci-après et demandaient l'inscription au procès-verbal de:
 - leur abstention en ce qui concerne le Projet d'irrigation adaptée au climat et d'agriculture durable en faveur de la résilience au Royaume du Cambodge;
 - leur opposition à la proposition de don au secteur privé (Arvand Bank Tadjikistan) au titre du projet « Envois de fonds pour la résilience: Accès aux services financiers et autonomisation économique pour les communautés rurales au Tadjikistan »;
 - leur opposition au mémorandum d'accord entre certaines banques multilatérales de développement et institutions financières internationales sur l'administration des prêts et des dons et l'harmonisation des décaissements.

Cela n'a pas empêché que soit atteinte la majorité requise pour approuver ces propositions.

4. Il est important de noter que le représentant des États-Unis d'Amérique a encouragé le FIDA à s'efforcer de présenter le soutien qu'il apportait en faveur des objectifs spécifiques des États membres dans un langage clair et simple, en lien avec son domaine de compétence fondamental, et à éviter d'utiliser une terminologie ambiguë et de faire référence à des accords internationaux plutôt qu'aux objectifs nationaux des pays.
5. Étant donné l'essor des opérations dans le secteur privé, un représentant a encouragé la direction à intégrer dans les propositions d'opérations non souveraines présentées au Conseil d'administration une analyse des risques plus détaillée, notamment du point de vue du bien-fondé juridique et des notifications de conformité, afin de faciliter l'examen des propositions par les représentants.

Point 4 de l'ordre du jour – Débat stratégique avec le Président du FIDA – La transition numérique au FIDA, une ambition au service de la transformation rurale (2025-2030) [E]

Résultat des délibérations:

- Les représentants ont accueilli avec satisfaction ce débat intervenant en temps utile sur la transition numérique et l'identification des trois grands domaines stratégiques qui sous-tendaient l'approche du Fonds. Le Conseil a encouragé la direction à :
 - adopter des approches contextuelles en phase avec les stratégies nationales et régionales;
 - continuer de mener des interventions reproductibles à plus grande échelle et propices à la durabilité;
 - établir des partenariats stratégiques en jouant un rôle d'intermédiaire;
 - adopter une approche prudente en ce qui concerne la confidentialité et la protection des données, en appuyant l'élaboration de cadres juridiques et réglementaires nationaux.

6. Les représentants ont accueilli avec intérêt le document de travail stratégique relatif à la transition numérique au FIDA, une ambition au service de la transformation rurale, tel qu'il figure dans le document [EB 2025/145/R.13](#). Le Conseil d'administration a reconnu l'importance de traiter les solutions numériques comme un outil permettant de donner des moyens d'action aux petits exploitants agricoles et de favoriser le développement durable des économies rurales, et non de les voir comme une fin en soi. Le FIDA occupait une position unique dans la promotion de l'agriculture numérique aux fins d'une plus grande résilience, compte tenu de ses compétences en matière de développement rural.
7. Les membres se sont montrés favorables aux trois grands domaines stratégiques énoncés dans le document, à savoir l'investissement dans les infrastructures numériques publiques et les registres agricoles, la mise à profit de l'intelligence artificielle et des données pour améliorer les services de conseil agricole, et la promotion de l'accès des petits producteurs à la finance et aux marchés. Ces grands domaines stratégiques ont été jugés bien en phase avec l'avantage comparatif du FIDA et la promotion d'une approche fondée sur les interactions. Les représentants ont salué la capacité du Fonds à fournir des services numériques au premier kilomètre, mais l'ont mis en garde contre le risque de se disperser dans une multiplicité d'outils numériques.

8. L'accent a été mis sur l'importance de trouver un équilibre entre l'adaptation des interventions à des contextes locaux et l'alignement à assurer entre les portefeuilles et avec les stratégies nationales et régionales en matière de transition numérique. Les membres et la direction ont estimé que les petits agriculteurs devraient participer activement à la conception et à la réalisation de solutions numériques, et que le FIDA devrait accorder la priorité à des interventions pouvant potentiellement passer d'une phase pilote à une reproduction à plus grande échelle sous la forme d'un projet réalisé au niveau national, dans une optique de promotion de la durabilité.
9. Les membres ont salué l'approche suivie par le FIDA pour tirer parti des partenariats stratégiques et ont souligné le rôle essentiel que la collaboration avec et entre les États, le secteur privé (notamment les entreprises de technologie financière ou agricole), les organismes de développement, les institutions financières internationales et les organismes ayant leur siège à Rome pourrait jouer dans la mobilisation de ressources, le renforcement des capacités techniques et la promotion d'un changement systémique à long terme. Reconnaissant le potentiel de la coopération Sud-Sud et triangulaire, les membres et la direction ont accueilli avec intérêt l'offre d'un certain nombre d'États membres de partager leur expérience et les enseignements qu'ils avaient tirés sur la transition numérique. La direction a aussi assuré le Conseil d'administration de l'attention portée au suivi-évaluation afin de documenter les données probantes et de dégager les enseignements à retenir.
10. Les membres ont instamment invité la direction à faire en sorte qu'il soit tenu dûment compte des risques inhérents liés, entre autres, au manque de connectivité, au manque d'habileté numérique, à l'interopérabilité et à l'accessibilité. Ils ont particulièrement insisté sur l'importance de garantir l'inclusion et de mettre l'accent sur ceux qui sont le plus souvent laissés pour compte, à savoir les femmes, les jeunes et les peuples autochtones. Les membres ont accueilli favorablement l'approche prudente du Fonds à l'égard de l'intelligence artificielle et du traitement des données, réaffirmant l'importance d'une bonne gouvernance des données et de cadres réglementaires solides pour assurer la protection de la confidentialité des données, de leur propriété et une gestion éthique des risques. La direction a précisé qu'elle s'appuierait sur la législation et les normes nationales et qu'elle soutiendrait l'élaboration de cadres nationaux de gouvernance des données pour garantir le respect des lois nationales relatives aux données et à la confidentialité.

Point 5 de l'ordre du jour – Questions institutionnelles

a) Stratégie 2025-2031 pour le climat, l'environnement et la biodiversité [E]

Résultat des délibérations:

- Le Conseil d'administration s'est félicité du processus de consultation qui avait facilité l'émergence d'un consensus autour de la Stratégie 2025-2031 pour le climat, l'environnement et la biodiversité.
- Les membres ont accueilli favorablement l'approche intégrée, fondée sur les interactions, qui caractérisait la stratégie ainsi que l'approche holistique adoptée pour traiter les questions relatives au climat, à l'environnement et à la biodiversité, qui associait la science, le savoir traditionnel et les connaissances techniques. Les membres ont salué l'alignement de la stratégie sur les cadres internationaux reconnus et l'insistance sur la prise en main nationale et l'adaptation au contexte.
- L'accent mis sur l'agroécologie et l'attention portée au renforcement des capacités des groupes vulnérables tels que les femmes, les jeunes et les peuples autochtones en tant qu'agents de changement ont été jugés essentiels.
- La direction devrait chercher à combler les déficits de financement avec des mécanismes de financement innovants et des partenariats renforcés, y compris avec des banques de développement régionales et nationales et le secteur privé.
- L'instauration d'un système de suivi et de communication des données fiable a été mise en avant comme un moyen permettant de démontrer l'impact des innovations, de les reproduire à plus grande échelle et de les partager, notamment grâce à la coopération Sud-Sud et triangulaire.

11. Le Conseil d'administration a examiné la Stratégie 2025-2031 pour le climat, l'environnement et la biodiversité, telle que présentée dans le document [EB 2025/145/R.14](#). Les membres ont salué le processus inclusif et consultatif suivi, qui avait facilité l'émergence d'un large consensus sur l'importance de cette stratégie en tant que cadre stratégique et global pour parvenir à un développement rural durable.
12. L'approche intégrée fondée sur les interactions, l'accent mis sur l'agroécologie, l'agroforesterie et les pratiques climatiquement rationnelles, ainsi que l'importance accordée aux groupes vulnérables ont été reconnus comme essentiels pour relever les défis interconnectés des changements climatiques, de la perte de biodiversité et de la sécurité alimentaire.
13. Le Conseil d'administration a salué la conception souple de la stratégie, qui intégrait des modèles élaborés sous l'impulsion des pays, permettant de réaliser des interventions adaptées, alignées sur les priorités des pays. La mise à profit de mécanismes de financement innovants comme le financement mixte et les marchés climatiques et le travail en partenariat avec les banques de développement régionales ont été considérés comme essentiels pour remédier aux déficits de financement.
14. Les membres ont insisté sur l'importance du renforcement des capacités au niveau local, gage d'efficacité dans les interventions, et sur celle de la coopération, qui faciliterait le partage des connaissances et l'innovation. En outre, la coopération Sud-Sud et triangulaire a été reconnue comme un mécanisme jouant un rôle important dans le partage des expériences et la reproduction des bonnes pratiques.

15. Tout en saluant les efforts de la direction pour faciliter la consultation en cours, le représentant des États-Unis d'Amérique a encouragé le FIDA à axer ses travaux sur des menaces précises telles que les sécheresses, les inondations et les chaleurs extrêmes et à éviter d'utiliser des termes comme les « changements climatiques ». Il a aussi précisé que son pays ne partageait pas l'idée selon laquelle le FIDA devrait aligner ses activités sur des accords-cadres internationaux ou mondiaux, mais que le Fonds devrait plutôt se concentrer sur des objectifs spécifiques, propres aux pays. En outre, il a demandé à nouveau que l'on évite d'utiliser le mot « genre » pour faire référence à des distinctions fondées sur le sexe.
16. Seules des modifications rédactionnelles mineures étaient attendues avant la soumission, pour approbation, de la version définitive de la Stratégie 2025-2031 pour le climat, l'environnement et la biodiversité à la cent quarante-sixième session du Conseil d'administration en décembre 2025.

c) Aperçu général du programme de travail et des budgets ordinaire et d'investissement du FIDA axés sur les résultats pour 2026, perspectives budgétaires pour 2027-2028, et aperçu du budget-programme de travail axé sur les résultats pour 2026 et plan indicatif pour 2027-2028 du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA [E]

Résultat des délibérations:

- Le projet de budget à croissance réelle nulle du FIDA et l'engagement de celui-ci en faveur de la discipline budgétaire ont reçu un accueil très favorable. Les membres ont encouragé la direction à assurer un suivi rigoureux de l'exécution du budget et de l'impact de l'inflation et des variations de change, à accorder la priorité à l'exécution au niveau des pays et à respecter les engagements pris au titre de la Treizième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA13) concernant la participation du secteur privé et la fragilité. Les membres ont dit attendre avec intérêt l'inclusion de détails supplémentaires dans la proposition finale concernant la budgétisation axée sur les résultats, les arbitrages et les gains d'efficacité.
- Le Conseil d'administration a accueilli avec satisfaction le projet de budget du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (IOE) et reconnu que son augmentation reflétait l'accroissement du programme de travail d'IOE, en particulier s'agissant des évaluations des stratégies et des programmes de pays. Les membres ont salué l'importance du travail d'IOE, tout en encourageant le Fonds à mettre l'accent sur le classement des priorités et à continuer de privilégier les gains d'efficacité.
- La version finale des projets de programme de travail et de budget du FIDA et d'IOE serait soumise à l'examen en premier lieu du Comité d'audit à sa cent soixante-dix-neuvième réunion en novembre puis du Conseil d'administration à sa session de décembre. La proposition finale d'IOE serait également examinée par le Comité de l'évaluation à sa cent trente et unième session début novembre.

17. Le Conseil a examiné l'aperçu général du programme de travail et des budgets ordinaire et d'investissement du FIDA axés sur les résultats pour 2026, les perspectives budgétaires pour 2027-2028, et l'aperçu du budget-programme de travail axé sur les résultats pour 2026 et le plan indicatif pour 2027-2028 du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA, tels qu'ils sont présentés dans le document [EB 2025/145/R.16](#), et a pris note des résultats des discussions tenues à la session du Comité de l'évaluation et à la réunion du Comité d'audit, rapportés par leurs présidents respectifs.

18. Les membres ont salué la discipline budgétaire mise en avant dans la proposition du FIDA visant à parvenir à une croissance réelle nulle pour le budget 2026 et la trajectoire projetée pour 2028, ainsi que l'accent mis sur les engagements pris au titre de FIDA13 s'agissant de la fragilité et du secteur privé. L'accent placé sur la mise en œuvre des opérations et le lien entre l'allocation des ressources et les résultats a aussi été accueilli avec satisfaction, et il a été demandé que des financements additionnels soient destinés au démarrage des projets, aux activités de supervision et à la coopération Sud-Sud et triangulaire. En référence à l'Initiative ONU80, le Conseil a félicité le FIDA pour son esprit d'anticipation, le Fonds ayant mis en œuvre des réformes précoces et l'Initiative pour l'agilité opérationnelle (en cours). Compte tenu du volume limité des fonds reportés et de l'impact potentiel de l'inflation et des variations de change, l'importance d'un suivi étroit de l'exécution du budget a été soulignée.
19. Des questions ont été soulevées quant aux effectifs et notamment quant à la nécessité de faire en sorte que le Bureau de l'audit et de la surveillance reçoive les ressources nécessaires pour mener efficacement ses audits et contribuer à la gestion des risques, de recruter des spécialistes pour renforcer la Division des opérations dans le secteur privé et d'examiner les paramètres de dotation en personnel pour les bureaux décentralisés, en trouvant un équilibre entre la délégation de pouvoirs et la préservation des contrôles internes. Des membres ont en outre demandé quelles étaient les possibilités de réduction des coûts induites par le partage de services entre organismes, notamment entre les organismes ayant leur siège à Rome. La direction a assuré aux membres que la Division des opérations dans le secteur privé était progressivement pourvue en effectifs avec les compétences adéquates et que les antécédents étaient minutieusement examinés avant toute prise de décision financière. En outre, des contrôles internes étaient réalisés en appliquant une séparation des tâches très claire. La direction a assuré au Conseil qu'une collaboration relative à la prestation de services était recherchée lorsqu'il y avait lieu, et a précisé que de nombreux bureaux décentralisés du FIDA partageaient des services et des locaux avec d'autres organismes, bien que, parfois, la dimension du FIDA rende onéreuse une coordination plus large.
20. Les membres ont souligné l'importance des investissements dans les infrastructures numériques pour accroître l'efficacité et réduire les dépenses futures, et la direction a affirmé que la technologie était mise à profit pour renforcer l'agilité et l'efficacité du personnel. La direction examinerait toutes les demandes de budget d'investissement – qui dépassaient le montant proposé de 5,5 millions d'USD indiqué dans le document –, et seuls les projets ayant un impact élevé sur l'amélioration de l'efficacité et de l'efficacité seraient sélectionnés et financés à hauteur, au maximum, de ce plafond.
21. Des informations supplémentaires sur le budget axé sur les résultats, les allocations stratégiques, le classement des priorités, les arbitrages et les propositions de gains d'efficacité seraient fournies lors de la proposition finale qui devait être soumise à la session de décembre.
22. Les membres ont accueilli favorablement la réponse proactive d'IOE à l'augmentation de la demande d'évaluations, notamment d'évaluations au niveau des pays, telle qu'elle ressortait de la proposition de budget revue à la hausse du Bureau, tout en encourageant le Fonds à mettre l'accent sur le classement des priorités et l'identification des gains d'efficacité en matière de dépenses pour contenir la trajectoire à l'avenir. Bien qu'un membre ait salué la prise en compte des questions de genre dans le budget d'IOE, un autre membre a encouragé IOE à préciser son approche dans son budget ainsi que dans d'autres documents, le cas échéant.

d) Cadre stratégique du FIDA [A]

Résultat des délibérations:

- Le Conseil d'administration a approuvé, par consensus et sans objection, la proposition contenue dans le document [EB 2025/145/R.17](#), reportant ainsi l'examen du Cadre stratégique du FIDA au cycle de FIDA14, délai pendant lequel il réévaluerait ce document. Dans l'intervalle, à partir de 2026, les orientations stratégiques présentées dans les rapports des consultations sur la reconstitution des ressources du FIDA et les cadres de gestion des résultats correspondants éclaireraient les priorités et les mesures du Fonds à moyen terme.

Point 5 de l'ordre du jour – Questions institutionnelles

b) Stratégie d'investissement du FIDA concernant les opérations non souveraines [A] et

Point 8 de l'ordre du jour – Questions relatives à la gestion globale des risques

a) Exposé révisé de l'appétence pour le risque [A]

Résultat des délibérations:

- Le Conseil d'administration a approuvé la Stratégie d'investissement du FIDA concernant les opérations non souveraines et l'Exposé révisé de l'appétence pour le risque par consensus et sans objection.
- Les membres ont souligné l'importance de la transparence, d'un cadre d'impact rigoureux, du suivi-évaluation et d'une bonne gouvernance relative aux investissements réalisés avec des financements mixtes pour réduire les risques et promouvoir la reddition de comptes et la reproductibilité à plus grande échelle entre régions.
- Les membres ont reconnu qu'il était important d'appliquer une approche progressive à l'expansion des opérations non souveraines, en gardant à l'esprit les différents facteurs de risque, en préservant le haut niveau des vérifications préalables, en préservant la note de crédit du FIDA et sa viabilité financière, et en garantissant la prise en compte précoce des stratégies de retrait.
- En matière d'opérations non souveraines, toutes les régions et tous les types d'instruments méritaient d'être représentés; il s'agissait de compléter les opérations souveraines en subvenant aux défaillances du marché et en répondant aux priorités des pays ainsi qu'au mandat du FIDA.

23. Le Conseil d'administration a accueilli avec satisfaction la Stratégie d'investissement du FIDA concernant les opérations non souveraines, présentée dans le document [EB 2025/145/R.15](#), et la version révisée de l'Exposé de l'appétence pour le risque, qui figure dans le document [EB 2025/145/R.25](#). Les mises à jour de l'exposé qui concernaient exclusivement les opérations non souveraines seraient jointes en annexe au document global relatif à l'exposé (document [EB 2021/134/R.21/Rev.2](#)).
24. Les membres ont salué la proposition d'approche progressive et la reconnaissance de la nécessité d'une gestion des risques rigoureuse et d'une communication des données relatives à l'impact pour renforcer la responsabilité et favoriser la reproductibilité et la transposition à plus grande échelle. L'exposé a mis en place des mesures de protection de la note de crédit actuelle du FIDA en établissant une appétence modérée pour le risque de crédit et une faible appétence pour

l'endettement et le risque de liquidité. L'application de l'exposé devrait faire l'objet d'un suivi de manière à trouver un juste équilibre entre le risque et l'impact.

25. Les opérations non souveraines devraient faire partie intégrante des stratégies de pays, elles devraient compléter les opérations souveraines et apporter une valeur ajoutée à celles-ci, et elles devraient être en phase avec la mission du FIDA qui consiste à s'occuper en priorité des petits exploitants et à combler les lacunes du marché au premier kilomètre. La stratégie d'investissement répondait à ces exigences grâce à son fort alignement sur les priorités qu'étaient la lutte contre la fragilité, la mobilisation de capitaux privés et l'appui aux petites et moyennes entreprises rurales. Les membres ont salué l'accent mis sur le ciblage des marchés mal desservis et les contextes de fragilité et ont exigé une approche inclusive, garantissant un équilibre entre les différentes régions.
26. Pour répondre à des demandes d'informations complémentaires relatives à la gouvernance et à la réduction des risques, ainsi qu'au cadre d'impact, la direction a fait savoir que des travaux étaient en cours concernant ces deux aspects. Un cadre transparent relatif à l'impact serait finalisé au plus tard au premier trimestre de 2026, et les modalités de gouvernance relatives aux ressources de base destinées à la réduction des risques seraient présentées au Comité d'audit et au Conseil d'administration. Le Conseil serait tenu informé de l'état d'avancement de la mise en œuvre de la stratégie.
27. Le renforcement des capacités, tant sur le plan interne qu'externe, était aussi un point essentiel. La direction a fait savoir que la Division des opérations dans le secteur privé avait déjà recruté des spécialistes et qu'elle collaborait étroitement avec des responsables des investissements régionaux, des gérants de portefeuille spécialisés et des prestataires d'assistance technique. Des critères clairs ont été établis pour identifier des possibilités d'investissement, y compris pour garantir leur complémentarité avec des opérations souveraines, des procédures fiables de vérification préalable et des stratégies de retrait bien définies.

Point 6 de l'ordre du jour – Questions d'évaluation [E]

- a) **Rapport annuel 2025 sur l'évaluation indépendante au FIDA (ARIE)**
- b) **Rapport 2025 sur l'efficacité du FIDA en matière de développement (RIDE)**
- c) **Rapport 2025 sur l'efficacité du FIDA concernant les thématiques transversales (RIME)**

Résultat des délibérations:

- Le Conseil d'administration, qui a examiné les éditions 2025 de l'ARIE, du RIDE et du RIME, a reconnu la qualité de ces rapports et a souligné leur utilité s'agissant d'améliorer la responsabilité, l'apprentissage et l'efficacité opérationnelle à l'échelle de l'institution.
- Les membres ont fait part de leurs préoccupations quant à l'égalité femmes-hommes et l'autonomisation des femmes, la durabilité des avantages, l'efficacité et la fiabilité des données, et ont préconisé une conception plus aboutie des projets, l'amélioration des outils de mesure et des actions plus ciblées, en particulier dans les contextes fragiles et les domaines où les résultats laissaient à désirer.
- Le Conseil s'est déclaré en faveur de la proposition de fusion du RIME et du RIDE, à condition que la performance relative aux thématiques transversales reste visible et traçable.

28. Le Conseil d'administration a examiné:

- le Rapport annuel 2025 sur l'évaluation indépendante au FIDA, tel qu'il figure dans le document [EB 2025/145/R.18](#), et la réponse de la direction présentée dans son [additif](#);
- le Rapport 2025 sur l'efficacité du FIDA en matière de développement, tel qu'il figure dans le document [EB 2025/145/R.19](#), et les observations d'IOE, qui figurent dans son [additif](#);
- le Rapport 2025 sur l'efficacité du FIDA concernant les thématiques transversales, tel que présenté dans le document [EB 2025/145/R.20](#), et les observations d'IOE, qui figurent dans son [additif](#);

et a pris note du résumé du président sur l'examen de ces rapports réalisé par le Comité de l'évaluation.

29. Le Conseil a salué l'amélioration des résultats climatiques et environnementaux obtenus par le FIDA, la pertinence des projets et l'innovation, mais s'est dit inquiet des constatations sur les résultats obtenus en matière d'égalité femmes-hommes et d'autonomisation des femmes, de durabilité des avantages, d'efficacité et de nutrition. Les membres ont instamment invité le FIDA à envisager des mesures concrètes d'amélioration de la performance en matière d'égalité femmes-hommes et d'autonomisation des femmes à travers la révision du plan d'action relatif aux questions de genre. Il convenait de tenir compte des questions de durabilité et d'élaborer des stratégies de retrait claires dès le début de la conception des projets et de les revoir régulièrement pour garantir un impact à long terme. Les membres ont encouragé le Fonds à analyser de manière plus poussée les facteurs d'inefficacité et ont plaidé pour un renforcement accru des capacités, en particulier celles des unités de gestion de projet.

30. Les membres, qui ont constaté la réduction des écarts de notation entre l'évaluation indépendante et les rapports d'autoévaluation, ont encouragé la poursuite de la collaboration entre IOE et la direction du FIDA. Cela dit, des incohérences concernant les données relatives au nombre de bénéficiaires et à la nutrition ont été source de préoccupation. La fiabilité des données, la robustesse des indicateurs de terrain et la cohérence des constatations étaient des aspects fondamentaux en termes de crédibilité.
31. Notant la baisse des résultats en matière d'adaptation aux changements climatiques, les membres ont suggéré qu'il serait utile de réaliser une évaluation de suivi à long terme à l'aide de méthodes d'un bon rapport coût-efficacité comme le recours à l'imagerie satellite pour améliorer le suivi et fournir des preuves de l'impact obtenu. L'importance de coordonner les activités de prêt et les activités hors prêts a également été soulignée, des membres ayant demandé au Fonds de faire en sorte que la participation à l'élaboration des politiques aboutisse à des résultats concrets en matière de développement.
32. Les membres ont exprimé leur appui à la proposition de fusion du RIME et du RIDE, en insistant sur l'importance du maintien d'une visibilité et d'une traçabilité claires quant à la performance relative aux thématiques transversales.
33. En réponse aux points soulevés, la direction a déclaré que des mesures correctives avaient déjà été prises pour améliorer la performance en matière d'égalité femmes-hommes et d'autonomisation des femmes, notamment par le biais du renforcement des capacités des unités de gestion de projet et de l'amélioration de la mesure des résultats. L'utilisation d'indicateurs tels que l'indice de diversité alimentaire minimale pour les femmes renforcerait également le suivi des résultats en matière de nutrition et serait prise en considération lors de l'élaboration du Plan d'action pour la nutrition. Concernant la durabilité, la direction a pris note des améliorations obtenues depuis FIDA10 et a expliqué que les cibles auraient été atteintes si les programmes menés dans des situations de fragilité n'avaient pas été pris en compte. Des travaux étaient en cours avec l'Unité en charge de la fragilité pour améliorer la durabilité des avantages, notamment grâce à la formation et au renforcement des capacités du personnel et des unités de gestion des projets. Ces efforts s'étendaient à la fourniture d'orientations sur la collecte de données, le suivi et la communication de données sur l'impact. IOE a accueilli favorablement les observations formulées par les membres et a réaffirmé son engagement envers les approches participatives, axées sur l'apprentissage, et il a souligné leur importance pour maximiser l'adoption et l'utilité des résultats. Le prochain examen externe par les pairs de la fonction d'évaluation au FIDA serait l'occasion de formuler des observations et de contribuer au renforcement des pratiques tant de l'évaluation indépendante que de l'autoévaluation.

d) Rapport d'évaluation de l'impact dans le cadre de FIDA12

Résultat des délibérations:

- Les membres ont salué la réorientation du FIDA vers une approche plus réflexive et plus saine sur le plan méthodologique concernant l'évaluation de l'impact et ont pris note du renforcement de la collaboration entre la direction et IOE.
- Les préoccupations exprimées quant aux résultats en matière de résilience et de nutrition ont débouché sur des appels en faveur d'un ajustement de la méthodologie et d'une meilleure intégration multisectorielle. La direction a précisé que les lacunes dans les données relatives à la nutrition étaient dues à des erreurs d'échantillonnage et non à un manque d'impact, et elle s'est engagée à remédier à ces problèmes lors de l'évaluation de l'impact dans le cadre de FIDA13.
- La direction a réaffirmé son engagement à rendre compte de l'impact institutionnel en utilisant des indicateurs de niveau II, tout en reconnaissant la nécessité de remédier aux contraintes méthodologiques telles que les considérations liées aux coûts, aux attributions et à l'échantillonnage.
- La direction et IOE se sont tous deux engagés à promouvoir des méthodologies crédibles et d'un bon rapport coût-efficacité, en insistant sur l'importance d'utiliser des approches méthodologiques mixtes adaptées à l'environnement opérationnel complexe du FIDA.

34. Le Conseil d'administration a examiné le Rapport d'évaluation de l'impact dans le cadre de FIDA12, tel qu'il figure dans le document [EB 2025/145/R.21](#), et la réponse d'IOE présentée dans son [additif](#), et a pris note du résumé du président sur l'examen réalisé par le Comité de l'évaluation.
35. Les membres ont salué le rapport d'évaluation de l'impact, rigoureux et transparent, produit par le FIDA, et ont noté que d'importants progrès avaient été accomplis depuis FIDA11. Ils ont dit apprécier la distinction établie entre impacts moyens et impacts dits porteurs de transformation, notant que cela clarifiait l'ampleur des changements dans les différents contextes. L'accent mis sur les principaux enseignements – en particulier sur l'efficacité des interventions groupées – a été également salué.
36. Les membres se sont dits préoccupés par le faible niveau des résultats en matière de résilience et de nutrition et ont demandé que soient appliquées des approches multisectorielles intégrant des objectifs nutritionnels dès les premières étapes de la conception des projets et que la mesure de la résilience soit améliorée. Faisant écho aux observations d'IOE, les membres ont signalé que le rapport pouvait avoir surestimé l'impact au niveau de l'institution, et ont encouragé le FIDA à affiner sa méthodologie pour mieux refléter la diversité des avantages reçus par les participants aux projets. Ils ont souligné qu'une communication des données fiable était essentielle pour démontrer à leurs gouvernements la valeur ajoutée apportée par le FIDA.
37. Les membres ont reconnu la difficulté de mesurer l'impact, compte tenu des coûts associés et des difficultés en matière d'attribution, qui nécessitaient d'isoler les contributions du FIDA de celles des autres acteurs. Concernant la résilience et la nutrition, la direction a pris note des difficultés relatives aux définitions et aux mesures et précisé que l'absence de données relatives à l'impact sur la nutrition était due à des erreurs d'échantillonnage et non à une absence d'impact. La direction a affirmé que les futurs rapports, à commencer par celui sur FIDA13, bénéficieraient de méthodologies améliorées visant à garantir une représentation suffisante des projets axés sur la nutrition ou sur la résilience dans l'échantillon. La

direction a confirmé qu'elle poursuivait sa collaboration avec IOE pour remédier aux difficultés méthodologiques.

38. En réponse aux préoccupations exprimées concernant une éventuelle surestimation, la direction a fait observer que les stratégies d'échantillonnage visaient à assurer la représentativité de l'échantillon en se concentrant sur les interventions qui recevaient la majeure partie des financements ou qui concernaient la majeure partie des personnes touchées ou une combinaison des deux afin de rendre compte de l'impact d'un ensemble significatif d'interventions financées dans le cadre du projet. Enfin, la direction a reconnu la difficulté d'isoler les contributions du FIDA des facteurs externes et s'est engagée à étudier des approches alternatives pour évaluer l'impact de l'ensemble du portefeuille.
39. IOE s'est félicité du renforcement de la collaboration avec la direction et s'est dit persuadé que cela améliorerait la clarté et la crédibilité de l'impact rapporté par le FIDA.

e) Évaluation thématique de l'appui du FIDA à la nutrition

Résultat des délibérations:

- Les membres ont salué l'évaluation et les recommandations formulées, qui serviraient à éclairer l'élaboration du Plan d'action pour la nutrition. Ils ont apprécié l'importance accordée à une approche axée sur les systèmes alimentaires, qui couvrirait l'ensemble du spectre de la malnutrition, renforcerait l'alignement sur les engagements mondiaux et garantirait l'intégration de ce thème dans les opérations, des programmes d'options stratégiques pour les pays (COSOP) à la conception des projets et au-delà.
- Les membres ont accueilli avec satisfaction l'idée de renforcer le suivi, d'utiliser des indicateurs tels que la diversité alimentaire minimale pour les femmes et d'éclairer les angles morts empêchant de tracer les financements y relatifs.
- Des partenariats stratégiques et des actions de coordination, y compris dans le cadre de la coopération Sud-Sud et triangulaire, ont été reconnus comme essentiels pour promouvoir les efforts en matière de nutrition.

40. Le Conseil d'administration a accueilli avec satisfaction l'évaluation thématique de l'appui du FIDA à la nutrition, telle que présentée dans le document [EB 2025/145/R.22](#), et la réponse de la direction présentée dans son [additif](#), et a pris note du résumé du président sur l'examen réalisé par le Comité de l'évaluation.
41. L'évaluation était opportune et elle constituerait un apport précieux pour le Plan d'action pour la nutrition, actuellement en cours d'élaboration. Les membres ont salué l'engagement croissant du FIDA et ses progrès en matière d'alignement sur les priorités mondiales en matière de nutrition, ainsi que l'approche fondée sur les systèmes alimentaires, et ils ont réaffirmé qu'il était nécessaire que les interventions soient adaptées au contexte, intégrées dans des investissements existants et qu'elles fassent partie intégrante des programmes de pays dès le départ.
42. L'importance de mettre en place des systèmes de suivi fiables et d'améliorer le suivi des ressources financières pour renforcer la transparence et la reddition de comptes a été soulignée. Dans le même ordre d'idées, plusieurs membres ont exprimé leur soutien en faveur de l'utilisation d'indicateurs tels que la diversité alimentaire minimale pour les femmes.
43. Le Conseil d'administration a souligné l'importance de favoriser des partenariats stratégiques et une coordination renforcée avec et entre les organismes des Nations Unies, la société civile et les gouvernements. La nécessité d'utiliser les plateformes

de coordination existantes et de tirer parti de la coopération Sud-Sud et triangulaire a par ailleurs été soulignée.

44. La direction a accueilli avec satisfaction les observations du Conseil et le consensus clair selon lequel la nutrition devait rester une priorité institutionnelle et être traitée comme une thématique transversale dans tous les programmes et les COSOP – une approche que le FIDA avait déjà adoptée et qu'il continuerait d'appliquer.

Point 7 de l'ordre du jour – Questions de gouvernance [A]

a) Établissement de la Consultation sur la Quatorzième reconstitution des ressources du FIDA

Résultat des délibérations:

- Le Conseil d'administration a approuvé, par consensus et sans objection, la soumission à la quarante-neuvième session du Conseil des gouverneurs, pour adoption du projet de résolution correspondant, de la proposition d'établissement de la Consultation sur la Quatorzième reconstitution des ressources du FIDA, telle que publiée sous la cote EB 2025/145/R.23, puis modifiée pour y inscrire le nom d'Åslaug Marie Haga, candidate retenue aux fonctions de présidente externe (document révisé [EB 2025/145/R.23/Rev.1](#)).

45. La direction a pris acte de l'observation selon laquelle les membres du Conseil d'administration auraient aimé être informés plus tôt du nom de la candidate retenue pour assumer la présidence externe de FIDA14, et elle a pris note de l'exigence de maîtrise des dépenses s'agissant de la possibilité de tenir les sessions de la consultation à l'extérieur du siège. Le coordonnateur de la Liste C a demandé que le procès-verbal mentionne l'appel de la Liste C à une plus grande considération des candidats de la Liste C à la présidence externe lors des processus de sélection ultérieurs.

b) Élection des représentants du Conseil des gouverneurs au Comité des pensions du personnel du FIDA

Résultat des délibérations:

- Le Conseil d'administration a examiné le rapport concernant l'élection des représentants du Conseil des gouverneurs au Comité des pensions du personnel du FIDA ([EB 2025/145/R.24](#)), et approuvé par consensus l'élection de François Gautier (France) en tant que membre représentant le Conseil des gouverneurs au Comité des pensions du personnel du FIDA pour un mandat de trois ans se terminant le 30 septembre 2028.
- Le Bureau de la Secrétaire resterait en contact avec les coordonnateurs pour trouver des candidats ayant les compétences requises pour les fonctions de suppléants issus de la Liste B et de la Liste C.

Point 9 de l'ordre du jour – Questions diverses [A]

a) Proposition tendant à déléguer au Président du FIDA l'autorité de négocier, d'approuver et de signer des accords ou des modalités de travail avec des organisations intergouvernementales, des institutions financières internationales, des organisations non gouvernementales et des organismes gouvernementaux s'occupant de développement agricole

Résultat des délibérations:

- Les membres ont fait observer que des discussions devraient avoir lieu avec le Conseil d'administration en amont de l'examen de propositions visant à modifier les procédures de gouvernance, comme dans le cas présent. Il a été convenu que la direction s'entretiendrait avec les représentants concernant des préoccupations particulières et des mesures d'atténuation potentielles, et qu'elle fournirait des justifications et des précisions supplémentaires. Ce point serait à nouveau soumis à l'examen du Conseil à sa session de décembre.

46. Le Conseil d'administration a examiné le document [EB 2025/145/R.12](#) relatif à la délégation au Président du FIDA de l'autorité de négocier et d'approuver des accords ou des modalités de travail avec des organisations intergouvernementales, des institutions financières internationales, des organisations non gouvernementales et des organismes gouvernementaux s'occupant de développement agricole.
47. Un accord général s'est dégagé sur l'idée que les modifications à apporter aux procédures de gouvernance concernant le rôle de supervision du Conseil d'administration devaient être débattues avec les membres de celui-ci avant la présentation de leur version définitive. En l'occurrence, il a été demandé que des informations supplémentaires soient fournies concernant la justification de la proposition, les avantages recherchés et les arbitrages requis. Faisant observer que cette approche était alignée sur les meilleures pratiques de bon nombre d'autres organismes des Nations Unies et de banques multilatérales de développement, plusieurs membres ont appuyé la proposition, sous réserve que les vérifications préalables soient maintenues, que la proposition soit conforme au mandat du FIDA et qu'elle n'implique aucune obligation financière, et que les accords signés soient communiqués au Conseil d'administration. La communication au Conseil d'un tableau global des partenariats stratégiques en cours du FIDA et de la valeur des mémorandums d'accord existants serait également utile. Un membre a exprimé la préoccupation de son pays concernant la possibilité que le FIDA conclue des accords avec des ONG ou d'autres organisations dont le mandat/l'approche/l'éthique n'obtiendrait pas l'aval des gouvernements, et a souhaité que la procédure actuelle soit maintenue.

Clôture de la session

48. Le président a donné la parole à la Secrétaire, qui a présenté des informations actualisées sur les préparatifs de la quarante-neuvième session du Conseil des gouverneurs du FIDA, qui devait se tenir les 10 et 11 février 2026. Le thème principal de cette session serait: « De la ferme au marché: investir en faveur des jeunes entrepreneurs ». La session du Conseil des gouverneurs durerait deux jours: la première journée se concentrerait sur la planification générale et la deuxième sur les autres points. Un temps fort de la première journée serait un événement axé sur les jeunes, avec la participation d'un philanthrope renommé, Tony Elumelu, ardent défenseur de l'entrepreneuriat des jeunes.

49. Le président a remercié le Conseil d'administration pour cette session fructueuse. Le discours de clôture du président du Conseil d'administration serait intégralement mis en ligne sur la plateforme interactive réservée aux États membres, sous la cote [EB 2025/145/INF.3](#).

Points approuvés en bloc à la cent quarante-cinquième session du Conseil d'administration

a) Questions opérationnelles [A]

i. Propositions de projets et de programmes soumises à l'attention du Conseil d'administration

a. Asie et Pacifique

i) Cambodge – Projet d'irrigation adaptée au climat et d'agriculture durable en faveur de la résilience (CAISAR)

Le Conseil d'administration a examiné le document EB 2025/145/R.2, son additif et l'accord de financement négocié (document révisé [EB 2025/145/R.2/Rev.1](#)), et approuvé le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

« DÉCIDE: que le Fonds accordera au Royaume du Cambodge un prêt à des conditions mixtes d'un montant de douze millions quatre cent mille droits de tirage spéciaux (12 400 000 DTS), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE: que le Fonds accordera au Royaume du Cambodge un prêt à des conditions ordinaires d'un montant de huit millions de dollars des États-Unis (8 000 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport. »

ii) Fidji – Programme adaptatif par phases: Économie bleue et développement local vert – Programme de développement communautaire (BE GREEN)

Le Conseil d'administration a examiné le document EB 2025/145/R.3 et l'accord de financement négocié (document révisé [EB 2025/145/R.3/Rev.1](#)), et approuvé le financement proposé en adoptant la résolution suivante:

« DÉCIDE: que le Fonds accordera à la République des Fidji un prêt particulièrement concessionnel d'un montant de cinq millions trois cent mille dollars des États-Unis (5 300 000 USD), qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport.

DÉCIDE EN OUTRE de déléguer au Président¹ l'autorité d'approuver tout financement additionnel en faveur de la République des Fidji jusqu'à concurrence de quatre millions sept cent mille dollars des États-Unis (4 700 000 USD) aux fins des phases suivantes du programme, pour autant que les objectifs d'ensemble correspondent à ceux indiqués et qu'il soit produit une évaluation satisfaisante de la ou des phases

¹ Conformément aux procédures énoncées dans le document [EB 2024/142/R.25](#).

précédentes, à des modalités et conditions à définir et convenir. »

ii. Propositions de don au secteur privé présentées au Conseil d'administration pour examen

a. Envois de fonds pour la résilience: Accès aux services financiers et autonomisation économique pour les communautés rurales au Tadjikistan

Le Conseil d'administration a examiné le document [EB 2025/145/R.4](#) et approuvé la proposition de don financé par l'Union européenne en faveur d'Arvand Bank Tadjikistan en adoptant la résolution suivante:

« DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le projet intitulé "Envois de fonds pour la résilience: Accès aux services financiers et autonomisation économique pour les communautés rurales au Tadjikistan", accordera un don d'un montant de quatre cent quarante-quatre mille huit cent quarante-quatre euros (444 844 EUR) à Arvand Bank. Ce don sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées au Conseil d'administration dans le présent rapport. »

b. Open Agri Connect: Favoriser les investissements du secteur privé et l'accès aux services pour les petits exploitants agricoles par un registre numérique de producteurs

Le Conseil d'administration a examiné le document [EB 2025/145/R.5](#) et approuvé la proposition de don en adoptant la résolution suivante:

« DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie le projet Open Agri Connect, accordera un don d'un montant d'un million cinq cent mille dollars des États-Unis (1 500 000 USD) à Ernst and Young Nigéria pour une période de deux ans et qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport. »

c. Don en faveur d'Equity Bank Kenya Ltd au titre du Mécanisme de financement de l'adaptation aux changements climatiques dans les zones rurales en Afrique

Le Conseil d'administration a examiné le document [EB 2025/145/R.6](#) et approuvé la proposition de don en adoptant la résolution suivante:

« DÉCIDE: que le Fonds, dans le but de financer en partie l'assistance technique fournie par le Mécanisme de financement de l'adaptation aux changements climatiques dans les zones rurales en Afrique, accordera un don financé par des fonds supplémentaires de quatorze millions cinq cent mille dollars des États-Unis (14 500 000 USD), divisés en trois sommes distinctes indiquées dans le tableau 1, à Equity Bank Kenya Limited, qui sera régi par des modalités et conditions conformes en substance aux modalités et conditions indiquées dans le présent rapport. »

b) Questions institutionnelles [C]**i. Révision du Plan de travail du Bureau de l'audit et de la surveillance du FIDA pour 2025**

Le Conseil d'administration a examiné le document [EB 2025/145/R.7](#) et entériné la version révisée du plan de travail du Bureau de l'audit et de la surveillance du FIDA pour 2025.

c) Gouvernance [A]**i. Projet d'ordre du jour provisoire de la quarante-neuvième session du Conseil des gouverneurs**

Conformément à l'article 6 du Règlement intérieur du Conseil des gouverneurs, le Conseil d'administration a approuvé le projet d'ordre du jour provisoire de la quarante-neuvième session du Conseil des gouverneurs, tel qu'il figure dans le document [EB 2025/145/R.8](#). Le Conseil d'administration a également noté que le Conseil des gouverneurs recevrait, en même temps que l'ordre du jour provisoire, le programme des activités prévues à la session en question.

ii. Visites de pays du Conseil d'administration du FIDA entre 2027 et 2029 et date de la visite en Inde

Le Conseil d'administration a examiné le document [EB 2025/145/R.9](#) et approuvé la version révisée du plan à horizon mobile des visites de pays du Conseil d'administration pour la période 2027-2029. Le Conseil d'administration a également pris note de la date de la visite en Inde.

d) Questions diverses [A]**i. Mémoire d'accord entre certaines banques multilatérales de développement et institutions financières internationales sur l'administration des prêts et des dons et l'harmonisation des décaissements**

Conformément à la section 2 de l'article 8 de l'Accord portant création du FIDA, le Conseil d'administration a examiné le document [EB 2025/145/R.10](#) et approuvé les formalités donnant effet au mémorandum d'accord entre le FIDA et les banques multilatérales de développement et institutions financières internationales qui y sont mentionnées. Le mémorandum d'accord est entré en vigueur pour le FIDA à la date de son approbation par le Conseil d'administration. Le mémorandum d'accord signé sera présenté au Conseil d'administration pour information lors d'une prochaine session.

ii. Mémoire d'accord entre le Fonds saoudien de développement agricole et le FIDA

Conformément à la section 2 de l'article 8 de l'Accord portant création du FIDA, le Conseil d'administration a examiné le document [EB 2025/145/R.11](#) et autorisé le Président à négocier et conclure un mémorandum d'accord entre le Fonds saoudien de développement agricole et le FIDA pour créer un cadre de coopération conforme en substance aux dispositions indiquées dans le document. Le mémorandum d'accord signé sera présenté au Conseil d'administration pour information lors d'une prochaine session.

Liste des documents soumis à la cent quarante-cinquième session du Conseil d'administration

<i>Cote du document</i>	<i>Point de l'ordre du jour</i>	<i>Titre</i>
Points pour examen en séance		
EB 2025/145/R.1 + Add.1	2	Ordre du jour provisoire
EB 2025/145/R.2 + Add.1 + Sup.1	3 a) i. a. i)	Cambodge – Projet d'irrigation adaptée au climat et d'agriculture durable en faveur de la résilience (CAISAR)
EB 2025/145/R.3 + Sup.1	3 a) i. a. ii)	Fidji – Programme adaptatif par phases: Économie bleue et développement local vert – Programme de développement communautaire (BE GREEN)
EB 2025/145/R.4	3 a) ii. a.	Envois de fonds pour la résilience: Accès aux services financiers et autonomisation économique pour les communautés rurales au Tadjikistan
EB 2025/145/R.5	3 a) ii. b.	Open Agri Connect: Favoriser les investissements du secteur privé et l'accès aux services pour les petits exploitants agricoles par un registre numérique de producteurs
EB 2025/145/R.6	3 a) ii. c.	Don en faveur d'Equity Bank Kenya Limited au titre du Mécanisme de financement de l'adaptation aux changements climatiques dans les zones rurales en Afrique
EB 2025/145/R.7	3 b) i.	Révision du Plan de travail du Bureau de l'audit et de la surveillance du FIDA pour 2025
EB 2025/145/R.8	3 c) i.	Projet d'ordre du jour provisoire de la quarante-neuvième session du Conseil des gouverneurs
EB 2025/145/R.9	3 c) ii.	Visites de pays du Conseil d'administration du FIDA entre 2027 et 2029 et date de la visite en Inde
EB 2025/145/R.10	3 d) i.	Mémorandum d'accord entre certaines banques multilatérales de développement et institutions financières internationales sur l'administration des prêts et des dons et l'harmonisation des décaissements
EB 2025/145/R.11	3 d) ii.	Mémorandum d'accord entre le Fonds saoudien de développement agricole et le FIDA
EB 2025/145/R.13	4	Débat stratégique avec le Président du FIDA – La transition numérique au FIDA, une ambition au service de la transformation rurale (2025-2030)
EB 2025/145/R.14	5 a)	Stratégie 2025-2031 pour le climat, l'environnement et la biodiversité
EB 2025/145/R.15	5 b)	Stratégie d'investissement du FIDA concernant les opérations non souveraines
EB 2025/145/R.16	5 c)	Aperçu général du programme de travail et des budgets ordinaire et d'investissement du FIDA axés sur les résultats pour 2026, perspectives budgétaires pour 2027-2028, et aperçu du budget-programme de travail axé sur les résultats pour 2026 et plan indicatif pour 2027-2028 du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA
EB 2025/145/R.17	5 d)	Cadre stratégique du FIDA
EB 2025/145/R.18 + Add.1	6 a)	Rapport annuel 2025 sur l'évaluation indépendante au FIDA (ARIE)
EB 2025/145/R.19 + Add.1	6 b)	Rapport 2025 sur l'efficacité du FIDA en matière de développement (RIDE)
EB 2025/145/R.20 + Add.1	6 c)	Rapport 2025 sur l'efficacité du FIDA concernant les thématiques transversales (RIME)
EB 2025/145/R.21 + Add.1	6 d)	Rapport d'évaluation de l'impact dans le cadre de FIDA12
EB 2025/145/R.22 + Add.1	6 e)	Évaluation thématique de l'appui du FIDA à la nutrition
EB 2025/145/R.23 + Add.1	7 a)	Établissement de la Consultation sur la Quatorzième reconstitution des ressources du FIDA
EB 2025/145/R.24	7 b)	Élection des représentants du Conseil des gouverneurs au Comité des pensions du personnel du FIDA
EB 2025/145/R.25	8 a)	Exposé révisé de l'appétence pour le risque

EB 2025/145/R.12	9 a)	Proposition tendant à déléguer au Président du FIDA l'autorité de négocier, d'approuver et de signer des accords ou des modalités de travail avec des organisations intergouvernementales, des institutions financières internationales, des organisations non gouvernementales et des organismes gouvernementaux s'occupant de développement agricole
Notes d'information		
D'autres documents soumis pour information ont été mis en ligne sur la plateforme interactive réservée aux États membres .		



Investing in rural people
Investir dans les populations rurales
Invertir en la población rural
الاستثمار في السكان الريفيين

قائمة الوفود في الدورة الخامسة والأربعين
بعد المائة للمجلس التنفيذي

**Delegations at the 145th session
of the Executive Board**

**Délégations à la
cent quarante-cinquième session
du Conseil d'administration**

**Delegaciones en el 145.º período
de sesiones de la Junta Ejecutiva**

Executive Board – 145th Session
Rome, 15-16 September 2025

MEMBERS / ALTERNATES

ALGERIA

Représentant au Conseil d'administration

Ali TERRAK
 Chef de l'Inspection Générale
 des finances
 Ministère des finances de
 la République algérienne
 démocratique et populaire
 Alger

Oussama ACHOURI
 Conseiller
 Représentant permanent suppléant
 de la République algérienne
 démocratique et populaire auprès
 du FIDA
 Rome

Souad HAMMOU
 Conseillère
 Ambassade de la République
 algérienne démocratique
 et populaire
 Rome

ANGOLA

Josefa SACKO
 Ambassadrice de la
 République d'Angola en Italie
 Rome

Gerson Mateus DOS SANTOS FRANCISCO
 Troisième Secrétaire
 Ambassade de la République
 d'Angola
 Rome

AUSTRIA

Executive Board Representative

Peter ISTJAN-HÖLZL
 Senior Advisor
 International Financial Institutions
 Federal Ministry of Finance
 of the Republic of Austria
 Vienna

Flora ENDL
 Advisor
 International Financial Institutions
 Federal Ministry of Finance
 of the Republic of Austria
 Vienna

BELGIUM

Représentant au Conseil d'administration

Lieven DE LA MARCHE
Ambassadeur
Représentant permanent du
Royaume de Belgique auprès du FIDA
Rome

BRAZIL

Executive Board Representative

Raquel Porto RIBEIRO MENDES
General Coordinator
for Global Development Institutions
of the Secretariat for International Affairs
Ministry of Finance of the
Federative Republic of Brazil

Brasilia

Paulo José CHIARELLI VICENTE DE
AZEVEDO
Counsellor
Alternate Permanent Representative
of the Federative Republic of Brazil
to IFAD
Rome

Santino MAGALHÃES CAVALCANTI
Secretariat for International Affairs (SAIN)
Ministry of Finance of the
Federative Republic of Brazil
Brasilia

CAMEROON

Représentant au Conseil d'administration

Médi MOUNGUI
Deuxième Conseiller
Représentant permanent suppléant
de la République du Cameroun auprès
du FIDA
Rome

CANADA

Executive Board Representative

Nalan YUKSEL
Counsellor
Deputy Permanent Representative
of Canada to the Food and
Agriculture Agencies
of the United Nations in Rome
Rome

Alexandra RICARD-GUAY
Senior Program Officer
Permanent Mission of Canada
to the United Nations Food and
Agriculture Agencies in Rome
Rome

Alanna KARPA
Senior Analyst
Food Systems and Nutrition Division
Global Affairs Canada
Ottawa

CHINA

Executive Board Representative

SUI Li
Counsellor
Deputy Permanent Representative
of the People's Republic of China
to the United Nations Agencies
for Food and Agriculture in Rome
Rome

ZENG Shiyang
Second Secretary
Permanent Mission of the
People's Republic of China to
the United Nations Agencies
for Food and Agriculture in Rome
Rome

JIANG Feijian
Adviser
Permanent Representation of the
People's Republic of China to
the United Nations Agencies
for Food and Agriculture in Rome
Rome

GU Xinhang
Adviser
Permanent Representation of the
People's Republic of China to
the United Nations Agencies
for Food and Agriculture in Rome
Rome

ZENG Xin
Attaché
Permanent Mission of the
People's Republic of China to
the United Nations Agencies
for Food and Agriculture in Rome
Rome

ZHOU Bingkui
Department of International Economic
and Financial Cooperation
Ministry of Finance of the
People's Republic of China
Beijing

DENMARK

Executive Board Representative

Lisbeth JESPERSEN
Minister Counsellor
Deputy Permanent Representative
of the Kingdom of Denmark
to FAO, WFP and IFAD
Rome

Charlotte Raae PEDERSEN
Senior Political and Economic Adviser
The Royal Danish Embassy
Rome

EGYPT

Executive Board Representative

Mohamed SAWY
Counsellor
Alternate Permanent Representative-
designate
of the Arab Republic of Egypt to the
United Nations Food and Agriculture
Organizations in Rome
Rome

ERITREA

Executive Board Representative

Asmerom KIDANE
Counsellor
Alternate Permanent Representative
of the State of Eritrea to IFAD
Rome

FINLAND

Executive Board Representative

Pasi PÖYSÄRI
Minister Counsellor
Permanent Representative
of the Republic of Finland
to the United Nations Food
and Agriculture Agencies
in Rome
Rome

Aliisa KETONEN
Advisor
Embassy of the Republic
of Finland
Rome

Kaisa HEIKKILÄ
Counsellor and Team Leader
Ministry of Foreign Affairs
of the Republic of Finland
Helsinki

FRANCE

Tanguy STEHELIN
Ambassadeur
Représentant permanent de la
France auprès des Nations Unies
à Rome
Rome

Représentant au Conseil d'administration

Antoine BERGEROT
Chef du bureau « Financement multilatéral
du développement
et du climat » (MULTIFIN3)
Direction générale du Trésor du Ministère de
l'économie,
des finances et de la souveraineté
industrielle et numérique
de la République française
Paris

Tanguy BERNON
Adjoint au chef du bureau « Financement
multilatéral
du développement et du climat »
(MULTIFIN3)
Direction générale du Trésor
Ministère de l'économie, des finances et de
la
souveraineté industrielle et numérique
Paris

François GAUTIER
Conseiller
Représentant permanent adjoint de
la France auprès des Nations Unies
à Rome
Rome

Léa KVATERNIK BORDERON
Chargée de mission politique (FIDA, genre,
francophonie, communication)
Représentation permanente de la
France auprès des Nations unies
à Rome
Rome

GERMANY

Executive Board Representative

Andreas VON BRANDT
Ambassador
Permanent Representative of
Germany to IFAD
Rome

Anja WAGNER
Counsellor
Alternate Permanent Representative of
the Federal Republic of Germany to the
International Organizations in Rome
Rome

Niklas SCHEUER
Junior Policy Officer
Federal Ministry for Economic Cooperation
and Development
Berlin

Felix POH
Intern
Embassy of the Federal
Republic of Germany
Rome

INDIA

Executive Board Representative

Divyadharshini SHANMUGAM
Director (OMI)
Department of Economic Affairs
Ministry of Finance of
the Republic of India
New Delhi

Jujavarapu BALAJI
Minister (Agriculture)
Alternate Permanent Representative
of the Republic of India
to FAO, IFAD and WFP
Rome

INDONESIA

Tika WIHANASARI
Deputy Chief of Mission
Embassy of the Republic of Indonesia
to Italy
Rome

Purna Cita NUGRAHA
First Secretary
Alternate Permanent Representative
of the Republic of Indonesia
to IFAD
Rome

Rini INDIYATI
 Agricultural Attaché
 Alternate Permanent Representative
 of the Republic of Indonesia
 to IFAD
 Rome

ITALY

Executive Board Representative

Gian Paolo RUGGIERO
 Director
 International Financial Relations
 Ministry of Economy and Finance
 of the Italian Republic
 Rome

Francesco De CIANTIS
 First Secretary
 Alternate Permanent Representative
 of the Italian Republic to the
 United Nations Agencies in Rome
 Rome

Francesca LOMBARDO
 Officer
 Multilateral Development Banks and Funds
 Ministry of Economy and Finance
 of the Italian Republic
 Rome

Diletta SVAMPA
 Adviser
 Service in charge of Multilateral
 Development Banks (Office IX)
 Directorate General for International
 Financial Relations (Directorate III)
 Department of the Treasury
 Ministry of Economy and Finance
 of the Italian Republic
 Rome

JAPAN

Executive Board Representative

SHINDO Mitsuaki
 Minister Counsellor
 Deputy Permanent Representative
 of Japan to the United Nations
 Agencies
 for Food and Agriculture in Rome
 Rome

NAKAGAWA Yuki
First Secretary
Alternate Permanent Representative
of Japan to the United Nations Food
and Agriculture Agencies in Rome
Rome

MEXICO

Jose Francisco ANZA SOLIS
Consejero
Representante Permanente Alterno
de los Estados Unidos Mexicanos
ante el FIDA
Roma

NETHERLANDS (KINGDOM OF THE)

Jan BADE
Chargé d'Affaires a.i.
Permanent Representation of
the Kingdom of the Netherlands to
the United Nations Organizations
for Food and Agriculture in Rome
Rome

Carlijn ASHMEAD
Desk Officer IFAD
Ministry of Foreign Affairs, Kingdom of the
Netherlands
Department for Multilateral Organizations
and Human Rights
Team International Financial Institutions
The Hague

Annemarijn COZIJNSEN
Junior Professional Officer
Permanent Representation of
the Kingdom of the Netherlands to
the United Nations Organizations
for Food and Agriculture
Rome

NIGERIA

Executive Board Representative

Yaya O. OLANIRAN
Minister
Permanent Representative of the
Federal Republic of Nigeria
to the United Nations Food and
Agriculture Agencies in Rome
Rome

NORWAY

Executive Board Representative

Kjersti SOMMERSET
Ambassador
Permanent Representative of the
Kingdom of Norway to IFAD
Rome

Ingrid HORDVEI DANA
Counsellor
Deputy Permanent Representative of
the Kingdom of Norway to IFAD
Rome

Iside TACCHINARDI
Advisor
Permanent Mission of Norway to the
UN Organisations in Rome
Royal Norwegian Embassy
Rome

Markus HOVLAND
Intern
Permanent Mission of Norway to the
United Nations Organisations
in Rome
Rome

Pernille HAAKESTAD-BJAALAND
Intern
Permanent Mission of Norway to the
United Nations Organisations
in Rome
Rome

PAKISTAN

Khalid MEHBOOB
Adviser
Alternate Permanent Representative
of the Islamic Republic of Pakistan
to the United Nations Food and
Agriculture Agencies in Rome
Rome

PERU

Esteban Roberto BERTARELLI VALCARCEL
Consejero
Representante Permanente Alterno
de la República del Perú ante los
Organismos Internacionales con
sede en Roma
Roma

Jennifer Lizetti CONTRERAS ALVAREZ
Agregada
Representante Permanente Alternativa
de la República del Perú ante los
Organismos Internacionales con
sede en Roma
Roma

QATAR

Executive Board Representative

Akeel HATOOR
Expert of the UN Agencies in Rome
Embassy of the State
of Qatar
Rome

Noora AL NAJAR
Counsellor
Alternate Permanent Representative
Embassy of the State
of Qatar
Rome

REPUBLIC OF KOREA

Sunyoung IM
Deputy Director
Ministry of Agriculture
Sejong-si

Hyunjeong KIM
Special Advisor
Korea FAO Association
Gyeonggi

Jungmin CHO
Special Advisor
Korea FAO Association
Gyeonggi

SAUDI ARABIA

Raed ALTHUKAIR
Ambassador
Permanent Representative
of Saudi Arabia to IFAD
Rome

Salah bin AbdelRazaq AL KHODER
Counsellor
Chargé d'Affaires a.i.
Permanent Mission of the
Kingdom of Saudi Arabia
to FAO
Rome

SPAIN

	<p>Miguel Ángel FERNÁNDEZ-PALACIOS MARTÍNEZ Embajador Representante Permanente de España ante los Organismos de las Naciones Unidas en Roma Roma</p>
Representante en la Junta Ejecutiva	<p>Teresa BARBA CORNEJO Primera Secretaria Representante Permanente Alternativo de España ante los Organismos de las Naciones Unidas en Roma Roma</p> <p>Paula RODRÍGUEZ PADILLA Colaboradora Embajada de España Roma</p>
	<p>Susann NILSSON Counsellor Deputy Permanent Representative of Sweden to WFP and IFAD Rome</p> <p>Julia THELIN Programme and Policy Officer Embassy of Sweden Rome</p> <p>Emma ÅBERG Intern Embassy of Sweden Rome</p> <p>Anna RÄÄS Desk Officer Department for Multilateral Development Banks, Sustainability and Climate Ministry of Foreign Affairs of Sweden Stockholm</p>
Executive Board Representative	

SWEDEN

SWITZERLAND

Représentante au Conseil d'administration

Krisztina BENDE
Ambassadeur
Représentante permanente
de la Confédération suisse auprès
de la FAO
Rome

Marlene HEEB
Conseillère
Représentante permanente adjointe
de la Confédération suisse auprès
de la FAO, du FIDA et du PAM
Rome

UNITED ARAB EMIRATES

Executive Board Representative

Yousuf Mohammed BINHAJAR
Deputy Director
International Financial Relations Department
Ministry of Finance of the
United Arab Emirates
Abu Dhabi

UNITED KINGDOM

Executive Board Representative

Toby PARKER
Chargé D'Affaires
to the UN Agencies in Rome
Rome

Elizabeth NASSKAU
First Secretary
Deputy Permanent Representative
to FAO and IFAD
Rome

UNITED STATES

Executive Board Representative

James CATTO
Director
Office of International Development Policy
Department of the Treasury of
the United States of America
Washington, D.C.

Christopher CLEM
International Economist
Office of International Development Policy
Department of the Treasury of
the United States of America
Washington, D.C.

VENEZUELA (BOLIVARIAN REPUBLIC OF)

Estalina Aimara BAEZ RAMÍREZ
Primera Secretaria
Representante Permanente Alterno
de la República Bolivariana de
Venezuela ante los Organismos
de las Naciones Unidas
Roma

Johan Enrique VALERO RAMÍREZ
Agregado-Administrador
Representación Permanente de la
República Bolivariana de Venezuela
ante la FAO y demás Organismos
de las Naciones Unidas
con sede en Roma
Roma

OBSERVERS²**BURUNDI**

Eddy Emery BIMENYIMANA
Deuxième Conseiller
Ambassade de la République
du Burundi
Rome

EL SALVADOR

Carlos Eduardo Sosa ESCOBAR
Consejero
Representante Permanente Alterno
Misión Permanente
de la República de El Salvador
ante los Organismos Internacionales
con sede en Roma
Roma

HONDURAS

Maria del Pilar AGUILAR
Representante Permanente Alterno
Representación Permanente de la
República de Honduras ante FAO,
PMA y FIDA
Roma

LIBYA

Ali Amin Ahmed Ali KAFU
Ambassador
Permanent Representative of
the State of Libya to FAO and
United Nations Agencies
in Rome
Rome

LITHUANIA

Meda NACICKAITĖ
Agricultural Attaché
Alternate Permanent Representative to FAO
of the Republic of Lithuania
Rome

² Pursuant to Observer status as per Rules of Procedures of the Executive Board (Rule 8 - footnote 3).

LUXEMBOURG

Sophie FOLMER
Conseillère
Ambassade du Grand-Duché
de Luxembourg
Rome

SOUTH AFRICA

Jemina MOENG
Minister (Agriculture)
Embassy of South Africa
Rome

EUROPEAN UNION (EU)

Martin SELMAYR
Ambassadeur
Représentant permanent de l'Union
européenne
auprès du Saint-Siège, de l'Ordre de Malte
et les organisations des Nations Unies
à Rome
Rome

Annette SCHNEEGANS
Représentante permanente adjointe
de l'Union européenne auprès de
l'Organisation
des Nations unies à Rome
Ministre Conseillère, Cheffe de la section
des Nations Unies
Rome

Blaga POPOVA
Représentante permanente adjointe Union
européenne
Conseillère
Délégation de l'Union européenne
Rome

Ioulia DROSSINO
Première Secrétaire
Délégation de l'Union européenne auprès
du Saint-Siège, de l'Ordre de Malte, de
les organisations des Nations Unies
à Rome et de la République de Saint-Marin
Rome

WORLD FOOD PROGRAMME (WFP)

Adeyinka BADEJO
Secretary to the Executive Board
Executive Board Secretariat
United Nations World Food Programme
Rome

Laura TURNER
Deputy Director
Multilateral and Programme Country
Partnerships
Division (MPC)
Rome

Jacopo VALENTINI
External Partnerships Officer
Multilateral and Programme Country
Partnerships
Division (MPC)
Rome

INDIGENOUS PEOPLES' REPRESENTATIVES

Anthony DEBBARMA
Member
IPFI Steering Committee Member for Asia

Mai Thin Yu MON
Member
IPFI Steering Committee Member for Asia



Investir dans les populations rurales

Conseil d'administration
Cent quarante-cinquième session
Rome, 15-16 septembre 2025

Ordre du jour

Cote du document: EB 2025/145/R.1/Rev.1

Point de l'ordre du jour: 2

Date: 15 septembre 2025

Distribution: Publique

Original: Anglais

Questions techniques:

Claudia ten Have

Secrétaire du FIDA
Bureau de la Secrétaire
courriel: c.tenhav@ifad.org

Deirdre Mc Grenra

Cheffe du Service de la gouvernance et des
relations avec les États membres
Bureau de la Secrétaire
courriel: d.mcgrenra@ifad.org

Les documents relatifs à la réunion sont disponibles sur cette [page](#). En cas de questions sur la documentation, veuillez vous adresser à gms@ifad.org.

Fonds international de développement agricole – www.ifad.org

Ordre du jour de la cent quarante-cinquième session du Conseil d'administration

Renseignements à l'usage des représentantes et représentants au Conseil d'administration

1. La cent quarante-cinquième session du Conseil d'administration se tiendra les lundi 15 et mardi 16 septembre au siège du FIDA, 44, Via Paolo di Dono, à Rome, dans la salle de conférences Italie. Les réunions auront lieu de 10 heures à 17 h 30, avec une pause déjeuner de 13 heures à 14 h 30. Chaque délégation disposera d'un siège à la table de conférence et d'un autre, placé derrière celui-ci, où prendront respectivement place la représentante ou le représentant au Conseil d'administration et sa conseillère ou son conseiller. Les représentantes et représentants ne siégeant pas en plénière pourront suivre les débats depuis la salle Ovale. Ils pourront aussi suivre les débats à distance sur la plateforme de visioconférence Zoom.

2. Pour faciliter le bon déroulement de la session, il a été décidé que les points de l'ordre du jour seraient regroupés comme suit:

- I. Points pour examen en séance
- II. Points mis en ligne pour information.

3. Par souci de clarté, une lettre indiquant l'action demandée au Conseil d'administration figure à côté de chaque point de l'ordre du jour, à savoir:

[A] = pour approbation; **[E]** = pour examen; **[I]** = pour information; **[C]** = pour confirmation.

Points pour examen en séance (section I)

4. Les points dont l'examen est prévu en séance sont énumérés à la section I, y compris les points soumis à la procédure d'approbation en bloc. Au début de la session et après l'adoption de l'ordre du jour, le président du Conseil d'administration demandera l'approbation ou la confirmation en bloc de ces points. Tout point pourra faire l'objet d'un examen en séance si une représentante ou un représentant au Conseil en fait la demande. Ces demandes doivent être communiquées par écrit au Bureau de la Secrétaire (gms@ifad.org) au plus tard une semaine avant la session.

Points mis en ligne pour information (section II)

5. Les documents soumis pour information sont uniquement examinés en séance si la direction l'estime nécessaire ou si une représentante ou un représentant au Conseil en fait la demande. Ces demandes doivent être communiquées par écrit au Bureau de la Secrétaire (gms@ifad.org) au plus tard une semaine avant la session.

Programme de travail de la session

6. L'ordre du jour ne suit pas nécessairement l'ordre dans lequel les documents seront examinés. Un programme de travail sera mis en ligne avant la session sur le site Web du FIDA et sur la plateforme interactive réservée aux États membres; on y trouvera l'horaire et l'ordre des débats.

7. Ce programme ne comprendra que les points à examiner en séance.

Ordre du jour

I. Points pour examen en séance

1. Ouverture de la session

2. Adoption de l'ordre du jour (EB 2025/145/R.1) [A]

3. Points soumis à la procédure d'approbation en bloc

a) Questions opérationnelles [A]

- i. Propositions de projets et de programmes soumises à l'attention du Conseil d'administration
 - a. Asie et Pacifique
 - i) **Cambodge** – Projet d'irrigation adaptée au climat et d'agriculture durable en faveur de la résilience (CAISAR) (EB 2025/145/R.2 + Add.1 + Sup.1)
 - ii) **Fidji** – Programme adaptatif par phases: Économie bleue et développement local vert – Programme de développement communautaire (BE GREEN) (EB 2025/145/R.3 + Sup.1)
 - ii. Propositions de don au secteur privé présentées au Conseil d'administration pour examen
 - a. Envois de fonds pour la résilience: Accès aux services financiers et autonomisation économique pour les communautés rurales au Tadjikistan (EB 2025/145/R.4)
 - b. Open Agri Connect: Favoriser les investissements du secteur privé et l'accès aux services pour les petits exploitants agricoles par un registre numérique de producteurs (EB 2025/145/R.5)
 - c. Don en faveur de Equity Bank Kenya Ltd au titre du Mécanisme de financement de l'adaptation aux changements climatiques dans les zones rurales en Afrique (EB 2025/145/R.6)

b) Questions institutionnelles [C]

- i. Révision du Plan de travail du Bureau de l'audit et de la surveillance du FIDA pour 2025 (EB 2025/145/R.7)

c) Gouvernance [A]

- i. Projet d'ordre du jour provisoire de la quarante-neuvième session du Conseil des gouverneurs (EB 2025/145/R.8)
- ii. Visites de pays du Conseil d'administration du FIDA entre 2027 et 2029 et date de la visite en Inde (EB 2025/145/R.9)

d) Questions diverses [A]

- i. Mémoire d'accord entre certaines banques multilatérales de développement et institutions financières internationales sur l'administration des prêts et des dons et l'harmonisation des décaissements (EB 2025/145/R.10)
- ii. Mémoire d'accord entre le Fonds saoudien de développement agricole et le FIDA (EB 2025/145/R.11)

- 4. Débat stratégique avec le Président du FIDA – La transition numérique au FIDA, une ambition au service de la transformation rurale (2025-2030)**
(EB 2025/145/R.13) **[E]**
- 5. Questions institutionnelles**
 - a) Stratégie 2025-2031 pour le climat, l'environnement et la biodiversité
(EB 2025/145/R.14) **[E]**
 - b) Stratégie d'investissement du FIDA concernant les opérations non souveraines
(EB 2025/145/R.15) **[A]**
 - c) Aperçu général du programme de travail et des budgets ordinaire et d'investissement du FIDA axés sur les résultats pour 2026, perspectives budgétaires pour 2027-2028, et aperçu du budget-programme de travail axé sur les résultats pour 2026 et plan indicatif pour 2027-2028 du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (EB 2025/145/R.16) **[E]**
 - d) Cadre stratégique du FIDA (EB 2025/145/R.17) **[A]**
- 6. Questions d'évaluation [E]**
 - a) Rapport annuel 2025 sur l'évaluation indépendante au FIDA (ARIE)
(EB 2025/145/R.18 + Add.1)
 - b) Rapport 2025 sur l'efficacité du FIDA en matière de développement (RIDE)
(EB 2025/145/R.19 + Add.1)
 - c) Rapport 2025 sur l'efficacité du FIDA concernant les thématiques transversales (RIME) (EB 2025/145/R.20 + Add.1)
 - d) Rapport d'évaluation de l'impact dans le cadre de FIDA12 (EB 2025/145/R.21 + Add.1)
 - e) Évaluation thématique de l'appui du FIDA à la nutrition (EB 2025/145/R.22 + Add.1)
- 7. Questions de gouvernance [A]**
 - a) Établissement de la Consultation sur la Quatorzième reconstitution des ressources du FIDA (EB 2025/145/R.23 + Add.1)
 - b) Élection des représentants du Conseil des gouverneurs au Comité des pensions du personnel du FIDA (EB 2025/145/R.24)
- 8. Gestion globale des risques [A]**
 - a) Exposé révisé de l'appétence pour le risque (EB 2025/145/R.25)
- 9. Questions diverses [A]**
 - a) Proposition tendant à déléguer au Président du FIDA l'autorité de négocier, d'approuver et de signer des accords ou des modalités de travail avec des organisations intergouvernementales, des institutions financières internationales, des organisations non gouvernementales et des organismes gouvernementaux s'occupant de développement agricole (EB 2025/145/R.12)

II. Points présentés pour information

10. Rapports des organes subsidiaires

- a) Procès-verbal de la cent vingt-neuvième session du Comité de l'évaluation (EB 2025/145/R.26)
 - b) Procès-verbal de la cent soixante-dix-septième réunion du Comité d'audit (EB 2025/145/R.27)
 - c) Procès-verbal de la cent soixante-dix-huitième réunion du Comité d'audit (EB 2025/145/R.28)
 - d) Procès-verbal de la cent trentième session du Comité de l'évaluation (EB 2025/145/R.29)
- 11.** Rapport sur les questions opérationnelles examinées à la consultation du Conseil d'administration (EB 2025/145/R.30)
 - 12.** Compte rendu de la réunion informelle annuelle 2025 du Conseil d'administration (EB 2025/145/R.31)
 - 13.** Informations actualisées sur l'Initiative de transformation de l'agriculture en Afrique (EB 2025/145/R.32)
 - 14.** Rapport sur la gestion actif-passif – Décembre 2024 (EB 2025/145/R.33)
 - 15.** Rapport sur le portefeuille de placements du FIDA au premier semestre 2025 (EB 2025/145/R.34)
 - 16.** Rapport sur l'état des arriérés de prêt à l'égard du FIDA (EB 2025/145/R.35)
 - 17.** Rapport sur l'état de la Treizième reconstitution des ressources du FIDA (EB 2025/145/R.36)
 - 18.** Vue d'ensemble des fonds supplémentaires reçus, engagés et utilisés en 2024 (EB 2025/145/R.37)
 - 19.** Accord-cadre de cofinancement entre le FIDA et la Banque de développement de l'Afrique de l'Est (EB 2025/145/R.38)
 - 20.** Accord-cadre de cofinancement entre le FIDA et la Cassa Depositi e Prestiti S.p.A (EB 2025/145/R.39)
 - 21.** Avant-projet d'ordres du jour provisoires de la cent quarante-sixième et de la cent quarante-septième session du Conseil d'administration (EB 2025/145/R.40)

III. Notes d'information

D'autres documents soumis pour information ont été mis en ligne sur la [plateforme interactive réservée aux États membres](#).

Ordre du jour annoté

I. Points pour examen en séance

1. Ouverture de la session

2. Adoption de l'ordre du jour [A]

L'ordre du jour figure dans le présent document.

3. Points soumis à la procédure d'approbation en bloc [A/C]

À sa cent trente-huitième session, le Conseil d'administration a approuvé l'application à titre expérimental d'une procédure permettant de lui présenter certains documents en bloc. À sa cent quarante-deuxième session, il a approuvé l'utilisation de façon permanente de la procédure d'approbation en bloc lors de ses sessions. Les documents ci-après sont soumis à son attention au titre de ladite procédure.

a) Questions opérationnelles [A]

i. Propositions de projets et de programmes soumises à l'attention du Conseil d'administration

a. Asie et Pacifique

i) **Cambodge** – Projet d'irrigation adaptée au climat et d'agriculture durable en faveur de la résilience (CAISAR)

Institution initiatrice: FIDA

Durée du projet: 7 ans

Coût total du projet: 240 millions d'USD

Montant du premier prêt du FIDA: 12,4 millions de DTS

Montant du prêt du deuxième prêt du FIDA: 8 millions d'USD

Cofinanceurs:

Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures: 100 millions d'USD

Fonds vert pour le climat: 40 millions d'USD à titre de don et 40 millions d'USD à titre de prêt

État: 15 millions d'USD

Déficit de financement: 20 millions d'USD

L'octroi d'un prêt assorti de conditions mixtes est recommandé.

ii) **Fidji** – Programme adaptatif par phases: Économie bleue et développement local vert – Programme de développement communautaire (BE GREEN)

Institution initiatrice: FIDA

Durée du programme: 12 ans (phase 1: 6 ans)

Plafond de financement du FIDA pour les phases ultérieures: 4,7 millions d'USD

Coût total du programme – phase 1: 24,26 millions d'USD

Montant du prêt du FIDA – phase 1: 5,30 millions d'USD

Cofinanceurs – phase 1:

Fonds pour l'environnement mondial:
8,226 millions d'USD

Secteur privé, y compris certaines institutions financières: 1,72 million d'USD

État: 1,17 million d'USD

Bénéficiaires: 0,15 million d'USD

Déficit de financement: 7,70 millions d'USD

Pays admis à bénéficier d'une aide à des conditions particulièrement favorables et classé dans la catégorie des pays présentant un léger risque de surendettement.

- ii. Propositions de don au secteur privé présentées au Conseil d'administration pour examen
 - a. **Envois de fonds pour la résilience: Accès aux services financiers et autonomisation économique pour les communautés rurales au Tadjikistan**

On trouvera dans le document une proposition de don, bénéficiant d'un financement de l'Union européenne, en faveur de la Banque Arvand, visant à améliorer l'accès aux services financiers et à autonomiser sur le plan économique les ruraux qui reçoivent des fonds au moyen de réseaux d'agents bancaires et de produits financiers sur mesure, et à encourager l'investissement dans des activités rémunératrices résilientes aux changements climatiques dans le secteur agricole.
 - b. **Open Agri Connect: Favoriser les investissements du secteur privé et l'accès aux services pour les petits exploitants agricoles par un registre numérique de producteurs**

On trouvera dans le document une proposition de don en faveur de Ernst & Young à des fins d'assistance technique en République fédérale du Nigéria et en République du Rwanda pour le développement d'infrastructures numériques publiques au moyen de registres de producteurs. L'initiative vise à élargir les services numériques aux petits producteurs et à attirer des investisseurs et des collaborations du secteur privé.
 - c. **Don en faveur de Equity Bank Kenya Ltd au titre du Mécanisme de financement de l'adaptation aux changements climatiques dans les zones rurales en Afrique**

On trouvera dans le document une proposition du don en faveur de Equity Bank Kenya Ltd à des fins d'assistance technique et d'activités de coordination qui s'insèrent dans le cadre plus général de l'initiative pour le financement vert relevant du Mécanisme de financement de l'adaptation aux changements climatiques dans les zones rurales en Afrique (ARCAFIM). Les activités visent à compléter l'octroi de prêts verts à des entreprises et petits exploitants agricoles pour favoriser l'adaptation aux changements climatiques en Afrique de l'Est.
- b) **Questions institutionnelles [C]**
 - i. **Révision du Plan de travail du Bureau de l'audit et de la surveillance du FIDA pour 2025**

Le document contient les modifications qu'il est proposé d'apporter au plan de travail du Bureau de l'audit et de la surveillance, soumises au Conseil d'administration pour confirmation.

c) Gouvernance [A]**i. Projet d'ordre du jour provisoire de la quarante-neuvième session du Conseil des gouverneurs**

Un projet d'ordre du jour provisoire de la quarante-neuvième session du Conseil des gouverneurs sera présenté.

ii. Visites de pays du Conseil d'administration du FIDA entre 2027 et 2029 et date de la visite en Inde

On trouvera dans le document une mise à jour du plan 2027-2029 à horizon mobile des visites de pays du Conseil d'administration, ainsi que les dates proposées pour la visite en Inde en 2026.

d) Questions diverses [A]**i. Mémoire d'accord entre certaines banques multilatérales de développement et institutions financières internationales sur l'administration des prêts et des dons et l'harmonisation des décaissements**

On trouvera dans le document une demande tendant à autoriser le Président à négocier et à finaliser un mémoire d'accord entre le FIDA et certaines banques multilatérales de développement et institutions financières internationales sur l'administration des prêts et des dons et l'harmonisation des décaissements.

ii. Mémoire d'accord entre le Fonds saoudien de développement agricole et le FIDA

Le document présente une demande visant à autoriser le Président à négocier et à conclure un mémoire d'accord entre Fonds saoudien de développement agricole et le FIDA.

4. Débat stratégique avec le Président du FIDA – La transition numérique au FIDA, une ambition au service de la transformation rurale (2025-2030) [E]

Le débat se veut l'amorce d'un dialogue avec les États membres sur la manière de faire avancer la transition numérique au FIDA au service de la transformation rurale sur la base des progrès de l'actuelle stratégie pour les technologies de l'information et des communications au service du développement et l'agriculture numérique 2020-2030, et compte tenu des rapides avancées de technologies numériques ou autres techniques de pointe et de leurs retombées sur le secteur. Le document présente un programme prospectif visant à faire passer à l'échelle la prestation de services numérisés aux petits producteurs dans un souci de productivité et de résilience climatique, sans négliger la prise en charge des thématiques transversales intéressant par exemple les femmes et les jeunes. Il indique aussi les principaux instruments, investissements et partenariats stratégiques à utiliser et relève les éléments qui pourraient faire obstacle à ce passage à l'échelle. Les États membres sont encouragés à participer au débat stratégique et à faire part des points de vue tirés des expériences nationales et régionales et à étudier comment le FIDA peut se placer comme l'un des grands auxiliaires de la transformation numérique rurale.

5. Questions institutionnelles

a) **Stratégie 2025-2031 pour le climat, l'environnement et la biodiversité [E]**

La Stratégie 2025-2031 pour le climat, l'environnement et la biodiversité présente une approche intégrée de la transformation des systèmes agricoles et des économies rurales. Elle met en avant 10 domaines d'action pratiques, regroupés selon trois objectifs interconnectés, à l'appui de pratiques climato-résilientes et écologiquement viables et de l'utilisation durable de la biodiversité. Elle vise en outre à mobiliser tout un éventail de mécanismes de financement et à renforcer la participation à l'élaboration des politiques et le développement des capacités. Par des approches qui tiennent compte des rapports profonds entre les enjeux relatifs au climat, à l'environnement et la biodiversité, la stratégie tire parti des synergies et des retombées positives pour améliorer la résilience rurale tout en accompagnant les petits exploitants agricoles dans leur rôle de préservation des ressources naturelles et de l'agrobiodiversité. Ce cadre complet place le FIDA à la pointe d'une transformation rurale durable devant directement contribuer à la réduction de la pauvreté et à l'amélioration de la sécurité alimentaire.

b) **Stratégie d'investissement du FIDA concernant les opérations non souveraines [A]**

Après la création de la Division des opérations dans le secteur privé et le renforcement des opérations auprès du secteur privé, au titre de la Treizième reconstitution des ressources du FIDA (FIDA13), la direction soumettra au Conseil pour approbation une stratégie d'investissement concernant les opérations non souveraines. Le document, qui encadre les évolutions de la démarche du FIDA concernant la participation du secteur privé à la transformation rurale, est conçu pour s'inscrire dans le mandat institutionnel du Fonds et la Stratégie relative aux opérations avec le secteur privé 2025-2030, récemment approuvée.

c) **Aperçu général du programme de travail et des budgets ordinaire et d'investissement du FIDA axés sur les résultats pour 2026, perspectives budgétaires pour 2027-2028, et aperçu du budget-programme de travail axé sur les résultats pour 2026 et plan indicatif pour 2027-2028 du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA [E]**

Ce document, soumis à l'attention du Conseil d'administration, présente un aperçu général des principaux éléments du programme de travail et des budgets ordinaire et d'investissement du FIDA pour 2026, ainsi que les perspectives budgétaires pour 2027-2028. Il comporte également un aperçu du budget-programme de travail axé sur les résultats pour 2026 et le plan indicatif pour 2027-2028 du Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA.

d) **Cadre stratégique du FIDA [A]**

Comme suite aux délibérations qui ont eu lieu à la cent quarante-quatrième session du Conseil d'administration et à son séminaire informel du mardi 22 juillet, le document vise à soumettre à l'approbation de cet organe une proposition tendant à renvoyer l'examen du Cadre stratégique du FIDA au quatorzième cycle de reconstitution de ses ressources (FIDA14) et à puiser dans l'intervalle les orientations générales dans les rapports de chaque Consultation sur la reconstitution des ressources et les cadres de gestion des résultats y relatifs

6. Questions d'évaluation [E]

a) **Rapport annuel 2025 sur l'évaluation indépendante au FIDA (ARIE)**

Le document contient la vingt-troisième édition du Rapport annuel sur l'évaluation indépendante au FIDA (ARIE). Le rapport vise à: i) présenter aux organes directeurs du FIDA un état des lieux plus complet des activités d'évaluation menées par le Bureau indépendant de l'évaluation du FIDA (IOE), y compris des évaluations qui ne sont pas abordées dans le cadre du Comité de l'évaluation; ii) favoriser l'apprentissage en exposant des constatations et des enseignements tirés des évaluations. La réponse de la direction du FIDA à ce document figure dans l'additif correspondant, également transmis pour information.

b) **Rapport 2025 sur l'efficacité du FIDA en matière de développement (RIDE)**

Le Rapport 2025 sur l'efficacité du FIDA en matière de développement (RIDE) est un rapport d'autoévaluation dans lequel le Fonds présente sa performance pour 2024 et durant FIDA12. Le rapport rend compte des trois grands piliers de FIDA12 (programmes de pays, cadre financier et changements institutionnels porteurs de transformation) et des indicateurs et cibles inscrits au Cadre de gestion des résultats. L'accent y est mis sur les réalisations constatées durant FIDA12, plus particulièrement sur les raisons de la performance et sur les mesures prises par la direction. Le RIDE est élaboré par la direction du FIDA. Les commentaires d'IOE sur le RIDE sont rapportés sous forme d'additif pour information.

c) **Rapport 2025 sur l'efficacité du FIDA concernant les thématiques transversales (RIME)**

Le rapport 2025 sur l'efficacité du FIDA concernant les thématiques transversales (RIME) rend compte des résultats du Fonds pour ce qui est des enjeux environnementaux et climatiques, de la biodiversité, du genre, de la nutrition, de la jeunesse, des peuples autochtones et des personnes handicapées. Les résultats obtenus sur ces points y sont mis en regard des objectifs institutionnels inscrits au Cadre de gestion des résultats. Le RIME porte sur les résultats de 2024, contient une réflexion sur les réussites de FIDA12, et met en vitrine les facteurs auxiliaires et les mesures prises par la direction. Il contient aussi les informations actualisées pour l'année sur le Programme d'adaptation de l'agriculture paysanne (ASAP). Le rapport est élaboré par la Division environnement, climat, genre et inclusion sociale. Les commentaires d'IOE sur le RIME sont rapportés sous forme d'additif pour information.

d) **Rapport d'évaluation de l'impact dans le cadre de FIDA12**

Le rapport d'évaluation de l'impact dans le cadre de FIDA12 synthétise les données issues de 16 projets appuyés par le FIDA et évalués dans le cadre de FIDA12 et de 34 évaluations de l'impact sur les filières faites dans la décennie. Ces évaluations de l'impact sont des sources de données fiables et de leçons pratiques qui peuvent améliorer la performance opérationnelle. Le rapport vise spécifiquement à cerner les méthodes éprouvées dans la programmation du développement rural qui sont porteuses de transformation pour ce qui est des revenus, de la production ou de l'accès aux marchés. Les commentaires d'IOE sur le rapport d'évaluation de l'impact sont rapportés sous forme d'additif pour information.

e) **Évaluation thématique de l'appui du FIDA à la nutrition**

L'évaluation thématique de l'appui du FIDA à la nutrition est la première évaluation au niveau de l'institution des éléments qui, dans l'ensemble du portefeuille du FIDA, concernent cet enjeu. Elle couvre la période allant de 2016 (date d'adoption du premier Plan d'action pour la nutrition du Fonds) à 2024. Le document passe en revue la pertinence, la cohérence et l'efficacité en matière de développement (notamment du point de vue des procédures, des approches et des résultats) de l'appui du FIDA à la nutrition. Les constatations, conclusions et recommandations ont vocation à étayer l'élaboration du troisième Plan d'action pour la nutrition, qui entrera en vigueur en 2026. Le Conseil d'administration est également invité à examiner la réponse de la direction, qui figure dans l'additif au document.

7. Questions de gouvernance [A]

a) **Établissement de la Consultation sur la Quatorzième reconstitution des ressources du FIDA**

Aux termes de la section 3 de l'article 4 de l'Accord portant création du FIDA, le Conseil des gouverneurs, afin d'assurer la continuité des opérations du Fonds, détermine périodiquement si les ressources dont le Fonds dispose sont suffisantes. Le document, destiné à permettre l'examen en temps voulu des ressources disponibles avant le terme de la FIDA13, comportera un projet de résolution relatif à la Consultation sur FIDA14 et sur le choix de la présidence de la Consultation, pour examen par le Conseil d'administration. Le projet de résolution sera ensuite soumis au Conseil des gouverneurs en février 2026, avec les recommandations du Conseil d'administration, pour examen et adoption.

b) **Élection des représentants du Conseil des gouverneurs au Comité des pensions du personnel du FIDA**

Le document contiendra des informations sur l'élection des représentants du Conseil des gouverneurs au Comité des pensions du personnel du FIDA.

8. Gestion globale des risques [A]

a) **Exposé révisé de l'appétence pour le risque**

Le document présente, pour examen par le Conseil d'administration, une proposition visant à mettre à jour l'Exposé de l'appétence pour le risque du FIDA afin d'y préciser l'approche à suivre en ce qui concerne les opérations non souveraines du FIDA.

9. Questions diverses [A]

a) **Proposition tendant à déléguer au Président du FIDA l'autorité de négocier, d'approuver et de signer des accords ou des modalités de travail avec des organisations intergouvernementales, des institutions financières internationales, des organisations non gouvernementales et des organismes gouvernementaux s'occupant de développement agricole**

On trouvera dans le document une proposition tendant à déléguer au Président du FIDA l'autorité de négocier, d'approuver et de signer des mémorandums d'accord ou autres instruments analogues avec une série d'institutions, l'objectif étant de profiter de leurs compétences techniques, de favoriser la concertation sur les politiques et de mobiliser des ressources et des connaissances complémentaires.